

Je suis sûr que le ministre des Pêcheries (M. Davis) saura régler le problème de la préservation des forêts du Nouveau-Brunswick en participant, l'année prochaine, à un programme de pulvérisation. Je tiens à remercier d'avance le ministre pour son extrême obligation, car cette initiative a une très grande signification pour le Nouveau-Brunswick et pour les recettes du gouvernement fédéral.

Il me faudra peut-être deux ou trois minutes supplémentaires. Le 18 mai 1967, j'ai pris la parole au cours du débat sur le discours du trône. Mes remarques figurent dans le harnard, de la page 351 à la page 356. J'ai surtout attiré l'attention de la Chambre, du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) sur le grave problème de la pollution en amont de la rivière Saint-Jean et de ses affluents qui prennent leur source dans l'État du Maine. J'ai instamment demandé à ces ministres de se renseigner à ce sujet et de prendre des mesures avec les autorités provinciales et avec le gouvernement du Maine et des États-Unis.

Un événement très grave s'est produit l'été dernier sur un affluent de la Saint-Jean, grande rivière de Presque-Isle qui prend sa source dans l'État du Maine, traverse les hameaux de Waston, Mars Hill et Bridgewater (Maine), puis le village de Centreville (Nouveau-Brunswick) et se jette enfin dans la Saint-Jean, en aval de Florenceville. Il y a une fabrique d'amidon à Easton (Maine) qui déverse ses déchets dans la rivière. Cet été, quand les eaux étaient basses, la pollution s'est amplifiée à tel point que les poissons ont crevé et la rivière s'est vite emplie de poissons morts; les riverains ne pouvaient supporter l'odeur fétide et devaient garder leurs fenêtres fermées. Les citoyens du village de Centreville ne pouvaient que s'enfermer dans leur maison, portes et fenêtres closes.

• (4.30 p.m.)

Un comité fut formé pour traiter, au nom de la collectivité, avec tous les échelons de gouvernement en vue de redresser la situation, mais le résultat fut si peu satisfaisant qu'on décida de bloquer la rivière à la frontière du Maine et de laisser l'eau refluer en territoire américain. Cette action produisit un effet rapide et fort profitable. Peu après, le comité apprit que l'industrie qui causait la pollution s'occupait de l'affaire de quelque manière. Dans l'espace de quelques jours, il enleva de son plein gré le barrage qu'il avait fait ériger. J'affirme, que les citoyens respectueux des lois ne devraient pas être obligés

de se faire eux-mêmes justice, comme ce fut le cas pour les habitants de cette région.

Je demande aux ministres qui peuvent m'entendre cet après-midi de transmettre ce message à leurs collègues concernés afin qu'on puisse examiner le problème et y remédier. Je ne m'étendrai pas sur la situation. Nous savons qu'elle concerne l'État du Maine. La rivière Saint-Jean est un cours d'eau international qu'alimentent de petits cours d'eau. Certes, tout cela est difficile, mais je sais que le ministre des Pêcheries transmettra le message à ses collègues et j'espère qu'on prendra des mesures pour remédier à la situation.

Je déclare pour conclure que le problème de la productivité devient de plus en plus difficile. Je sais de quoi je parle. Ni dans le discours du ministre des Finances, ni dans le débat sur le budget on n'a évoqué le fait que des milliers de Canadiens, littéralement, ne contribuent pas à la productivité nationale. Pourquoi? Parce que, dans de nombreux cas, le gouvernement canadien et des gouvernements provinciaux appliquent des mesures sociales si généreuses qu'elles visent présentement même les membres de la troisième et de la quatrième génération. Il s'ensuit un effritement de la productivité et de la capacité de production du peuple.

Je déclare au premier ministre, au ministre des Finances et à tout nouveau ministre que leurs électeurs comptaient les voir prendre en main cette situation décourageante qui menace notre stabilité. Le peuple canadien s'attend que ce gouvernement remplace les dons par des emplois productifs et rétablisse au sein de la nation la fierté, l'indépendance et le désir de travailler et d'émuler nos ancêtres qui, animés de ces qualités, ont œuvré de concert à la grandeur du pays.

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, j'éprouve un profond sentiment de regret et un certain désespoir en prenant la parole au cours du débat sur le budget, à cause de l'absence de mesure à la suite des remarques de l'ancien ministre des Finances et de son collègue du gouvernement actuel (M. Benson) avant la campagne électorale, au cours du débat sur les budgets, le budget initial et le mini-budget, de l'an dernier et pendant la campagne électorale proprement dite. Les remarques que nous entendions constamment nous ont amenés à penser que le gouvernement avait réellement l'intention de revenir à une politique de responsabilité fiscale.